

Jay Rowell
GSPE-PRISME

Quand les archives ne parlent pas: quelques remarques sur l'usage des archives de la RDA.

Résumé

Après avoir sommairement identifié quelques éléments qui soulèvent le problème de la spécificité des archives produites dans le contexte institutionnel du socialisme d'État, on s'efforcera de montrer les problèmes d'articulation entre les problématiques, les sources et les méthodes qui structurent le débat sur leur utilisation. Ensuite nous aborderons plus précisément les obstacles liés à la compréhension immédiate des sources, notamment le langage "idéologique" qui se traduit par un hiatus apparent entre "fiction" et "réalité". Enfin, on proposera quelques pistes pour l'exploitation des échanges administratifs routiniers, catégorie de textes qui a pour le moment largement résisté aux tentatives d'analyse.

L'unification allemande a créé une situation inédite pour les sciences historiques. La disparition de la RDA en tant qu'État souverain a signifié ipso facto que le secret d'État n'existait plus. Le délai de prescription de trente à cinquante ans normalement en vigueur pour accéder aux archives étatiques, ne s'applique pas.¹ Les historiens ont un accès en pratique illimité à une documentation jusqu'alors inédite, allant jusqu'à 1989.

Le changement des conditions de recherche ne pouvait être plus total. Avant la chute du mur de Berlin, le "terrain" était pratiquement inaccessible aux chercheurs occidentaux (en majorité politistes et sociologues), qui devaient se contenter d'une lecture minutieuse de la presse et des publications qu'a bien voulu publier un régime ayant une définition très étendue du secret d'État. Depuis, la RDA est entrée dans l'histoire à plus d'un titre. S'est ainsi imposée une redistribution des objets entre les disciplines. Les historiens se sont appropriés le quasi-monopole de la recherche sur la RDA qui leur a été laissé par les sociologues et politistes plus tournés vers l'étude de la transition politique, économique et sociale dans les nouveaux *Länder*.² D'une quantité très limitée de sources minutieusement décortiquée par les "disciplines du présent", on est confronté depuis 1990 à une surabondance de sources écrites, utilisées presque exclusivement par les historiens, "discipline du passé". D'un objet faiblement légitime dans la hiérarchie des objets de recherche en sciences sociales, et plus particulièrement en histoire, la RDA a aujourd'hui retenu l'attention des plus grands noms de

¹ La seule exception fut les archives du Ministère des affaires étrangères qui contiennent des renseignements sensibles sur les relations avec la République Fédérale.

² La RDA a été un objet faiblement légitime dans les sciences sociales allemandes avant 1989. Avec l'unification, l'étude des nouveaux *Länder* a été placée au centre de l'agenda de recherche en sociologie et en science politique, alors que l'ouverture des archives et le déblocage de crédits importants ont placé la RDA au centre des débats en histoire. Paradoxalement, les spécialistes de la RDA d'avant 1989 sont encore plus marginalisés qu'avant 1989, leur savoir-faire empirique ayant été rapidement dévalorisé avec l'ouverture des archives et leur expertise gravement mise en cause- à tort ou à raison- par leur incapacité à "prévoir" l'implosion de la RDA.

l'histoire contemporaine en Allemagne qui se sont lancés avec engouement à la conquête des archives "vierges" en ouvrant un chantier historique sur un objet à peine refroidi.

Cependant, passée la première euphorie d'une confrontation directe avec les documents internes, enrobés d'un parfum de secret d'État, la déception a été grande. Les premiers bilans de la recherche sur l'histoire de la RDA dressent un tableau relativement mitigé du chemin parcouru depuis dix ans.³ L'accès aux archives "internes" devait en effet permettre une reconstruction *ex post* d'une "réalité" voilée pendant quarante ans par la censure et la propagande. Or, comme l'a remarqué R. Jessen, "le premier regard dans les archives a réservé des surprises, sinon une déception pour les lecteurs occidentaux.(...) Qui a cru que le régime de la RDA se dévoileront dans ses documents internes, devait constater avec irritation que les rapports internes étaient rédigés dans le même langage que celui qu'on connaissait déjà depuis longtemps dans *Neues Deutschland*."⁴

Ce même constat a été fait par de nombreux chercheurs, frustrés par la relation inversement proportionnelle entre la quantité des archives produites et la difficulté ressentie à les exploiter pour construire un récit historique.⁵ Comme une loi d'airain, les archives de la RDA s'appauvrissent en fonction de la proximité du centre décisionnel et du passage du temps.⁶ La frustration cède à l'ennui, lorsque le chercheur voit défiler des séries interminables de textes rédigés dans la plus pure "langue de bois" commentant des statistiques dont les catégories ne semblent pas être pertinentes pour écrire l'histoire d'une institution ou d'un groupe social.⁷ Au lieu de fournir des réponses au moins partielles aux questions et hypothèses énoncées par les recherches antérieures à 1989, l'accès aux documents "internes" semble au contraire avoir élargi l'espace d'interprétation, comme en témoigne la renaissance du paradigme totalitaire et le florilège d'étiquettes utilisées pour décrire la RDA.⁸

Les problèmes d'exploitation des archives de la RDA ont suscité un début de discussion en Allemagne d'autant plus salutaire que l'usage de l'archive reste en général un savoir-faire peu discuté, où le "bricolage", "l'intuition" et "l'expérience" suffisent à les "faire parler". La difficulté ressentie collectivement devant les archives produites par les institutions

³ Voir Alf LÜDTKE, "La RDA comme histoire: Réflexions historiographiques," *Annales HSS*, vol. 53, n°1, 1998. p. 3-39.; Ralph JESSEN, "Die Gesellschaft im Staatssozialismus. Probleme einer Sozialgeschichte der DDR", *Geschichte und Gesellschaft*, Vol. 21, n°1, 1995. p. 96-110.; Mary FULBROOK, "Politik, Wissenschaft und Moral: Zur neueren Geschichte der DDR", *Geschichte und Gesellschaft*, n°3, vol. 22, 1996. p. 458-471.

⁴ Ralph JESSEN, "Diktatorische Herrschaft als kommunikative Praxis. Überlegungen zum Zusammenhang von 'Bürokratie' und Sprachnormierung in der DDR-Geschichte", dans Alf LÜDTKE, Peter BECKER, dirs., *Akten. Eingaben. Schaufenster. Die DDR und ihre Texte*, Berlin, Akademie Verlag, 1997. p. 60. *Neues Deutschland* était le journal officiel du comité central du SED.

⁵ Mary FULBROOK, *Anatomy of a Dictatorship*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

⁶ Mary FULBROOK, "Methodologische Überlegungen zu einer Gesellschaftsgeschichte der DDR", p. 274-297 dans BESSEL (Richard), JESSEN (Ralph), *Die Grenzen der Diktatur: Staat und Gesellschaft in der DDR*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1996.

⁷ Les chercheurs travaillant sur la RDA ne ressentent sans doute pas tout à fait le même bonheur à fréquenter les archives que celui décrit par Arlette Farge dans *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989. Plus de deux siècles de rationalisation du travail bureaucratique sont passés entre temps.

⁸ René-Pierre CHIBRET, "Action collective et changement politique en Allemagne de l'Est", *Revue française de science politique*, vol. 45, n°5, 1995. p. 799.

de la RDA qui "ne parlent pas" a donné lieu à l'amorce d'un débat qui pose un ensemble de questions interpellant tout chercheur qui fréquente des archives produites par les bureaucraties des États modernes.

Après avoir sommairement identifié quelques éléments qui soulèvent le problème de la spécificité des archives produites dans le contexte institutionnel du socialisme d'État, on s'efforcera de montrer les problèmes d'articulation entre les problématiques, les sources et les méthodes qui structurent le débat sur leur utilisation. Ensuite nous aborderons plus précisément les obstacles liés à la compréhension immédiate des sources, notamment le langage "idéologique" qui se traduit par un hiatus apparent entre "fiction" et "réalité". Enfin, on proposera quelques pistes pour l'exploitation des échanges administratifs routiniers, catégorie de textes qui a pour le moment largement résisté aux tentatives d'analyse.

Quelles sources pour quelle problématique

Devant la pléthore de documents et la relative "pauvreté" de leur contenu, les réflexes incorporés par des chercheurs formés dans les traditions disciplinaires occidentales ne sont que d'une aide toute relative dans un contexte historique où ils "n'ont pas l'expérience immédiate des sociétés socialistes, de leurs codes et de leurs langages".⁹ Faut-il rappeler que la lecture d'archives implique un double détournement? D'une part, le chercheur n'est pas le destinataire prévu d'un texte écrit dans un autre contexte et pour d'autres motifs que de permettre la vérification d'une hypothèse de recherche. D'autre part, les archives administratives sont la plupart du temps sollicitées non pas pour étudier l'institution qui les a produites, mais pour analyser ce qu'elles disent sur un groupe social, un concept, une mentalité ou une pratique qui fait l'objet de la recherche.

L'administration de la preuve dans un contexte pluraliste permet au chercheur de croiser les sources produites à différents endroits dans l'espace social et politique pour objectiver les rapports de force dans un champ particulier. En RDA, l'identification d'espaces sociaux et les représentations différenciées trébuche continuellement sur l'interpénétration des appareils étatiques et politiques. Le rédacteur de l'archive doit la plupart du temps concilier une double allégeance, celle de membre du SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschland*), et celle de représentant d'une institution qui doit "rendre les comptes". Puisque les rapports produits par les bureaucraties de l'État, les entreprises et les organisations de masse ont été systématiquement envoyés à la fois au supérieur hiérarchique et au bureau correspondant du SED, il n'est guère étonnant de trouver les mêmes marqueurs stylistiques produits partout dans l'espace administratif et politique qui reflètent fidèlement la "ligne" du parti unique.

⁹ Étienne FRANÇOIS, "Les 'trésors' de la Stasi ou le mirage des archives", p. 145-151, dans Jean BOUTIER et Dominique JULIA, dirs., *Passés recomposés, Autrement*, n°150-151, janvier 1995. p. 148. Ce problème, quoique aigu en RDA, se pose à toute recherche ayant pour objet un contexte géographique ou période historique éloignée de l'expérience quotidienne de l'observateur.

L'ennui, dans les deux sens du terme, réside dans l'absence apparente de discordances des représentations, réifiant en apparence un système politico-administratif qui fonctionnerait comme "un seul homme".

L'unification apparente de l'espace discursif rend difficile une des stratégies de recherche routinisées dans les sciences sociales qui consiste à confronter les prises de position d'une pluralité de protagonistes qui concourent pour la définition légitime d'un enjeu, d'une politique publique ou de l'identité d'un groupe social. Le recoupement de ces discours et les procédés d'annulation ou d'amplification des représentations autorise la reconstruction d'une "réalité sociale". Ces lacunes sont amplifiées par l'absence d'autres outils d'objectivation produits dans la plupart des États modernes qui auraient pu fournir des solutions de rechange. Ainsi, après 1946, les élections et tous les biens d'équipements cognitifs associés (cartes électorales, sondages, graphiques, tableaux...) ¹⁰ ne peuvent pas servir d'outil d'objectivation du territoire ou des groupes sociaux du fait des élections à liste unique et des résultats frôlant systématiquement les 99,99%. De même, le contrôle des médias a privé le SED (et les chercheurs) d'une fonction d'émergence et de mise en forme de problèmes sociaux susceptibles de faire l'objet d'une intervention politique. Enfin, les contraintes pesant sur la production de savoirs scientifiques en RDA (fixation des objets de recherche, enfermement théorique, catégories d'analyse, accès difficile aux sources...) rend leur utilisation difficile pour une recherche reposant sur d'autres présupposés théoriques. ¹¹ Seule la littérature, et dans une moindre mesure le cinéma, sont envisagés comme champ de production de savoirs sur la société d'une autonome toute relative. ¹²

Les échelles d'observation

À défaut de pouvoir sonder "horizontalement" l'espace social, l'alternative logique est la variation "verticale" des sources. Or, le choix entre les archives du bureau politique, du comité central du SED, ou de la Stasi d'un côté, et les archives des régions (*Bezirk*), communes ou entreprises de l'autre, est devenu une ligne de démarcation au sein de la corporation des historiens allemands. Les chercheurs travaillant dans le cadre de la théorie totalitaire travaillent essentiellement sur les archives centrales, en justifiant cette vue du "haut" par la concentration extrême du pouvoir. Les autres, travaillant sur des objets de l'histoire sociale et de l'histoire du quotidien (*Alltagsgeschichte*) se concentrent en règle générale sur les archives produites par les administrations ou entreprises en contact direct avec la population .

¹⁰ Nous reprenons l'expression "biens d'équipement cognitif" à Alain GARRIGOU, "La construction sociale du vote", *Politix*, n°22, 1993. p.32-33.

¹¹ François BAFOIL, "A quoi servait la sociologie en RDA", *Revue française de sociologie*, vol. XXXII, n°2, 1991. p. 263-284.

¹² Alf LÜDTKE, "Sprache und Herrschaft in der DDR", p.11-26, dans LÜDTKE et BECKER, *op.cit.*, p.21.

Schématiquement, la lecture d'une dictature centralisée et totalitaire ayant "neutralisé la société",¹³ sans légitimité aucune car imposée par l'armée rouge,¹⁴ s'oppose à celle d'une "société qui résiste" aux tentatives de pénétration de l'État et du Parti.¹⁵ Ce choix théorique et empirique réifiant la séparation de l'histoire politique et de l'histoire sociale enferme la recherche sur la RDA dans une série d'oppositions portant tant sur la "nature" du contrôle du politique (total ou lacunaire) que sur les marges que l'on est prêt à accorder à l'individu (atomisation et victime passive de l'endoctrinement ou acteur agissant sur les failles du système).

Mobiliser les archives du bureau politique du SED ou de la Stasi pour apporter de l'eau au moulin de la thèse totalitaire est un exercice relativement facile. Les comptes-rendus des délibérations du bureau politique permettent de dater les décisions et de voir à quel point la moindre décision était prise au plus haut niveau de l'appareil de l'État. Ainsi, J. Staadt met en récit l'énergie et le temps dépensés par le bureau politique pour décider du bon dosage de chicorée dans le café vendu en RDA, avec l'idée de réconcilier le goût des ménagères et la situation alarmante de la dette extérieure à la fin des années 1970.¹⁶ De même, la domination du SED sur l'État est relativement facile à démontrer, si on se contente de relever le pourcentage de fonctionnaires d'État membres du SED. La terreur et la répression sont également au rendez-vous; les 100 000 informateurs "informels" de la Stasi et les quelques quatre millions de dossiers individuels¹⁷ remplissent à merveille un des critères permettant l'identification du syndrome totalitaire.¹⁸

Le centralisme démocratique, la domination du SED sur l'État et la volonté totalitaire des dirigeants sont repris comme une évidence, parfaitement lisibles dans les déclarations et agissements de la "clique au pouvoir". Cette lecture, finalement très littérale des sources, réifie la distinction entre la décision et l'exécution d'une politique publique, supposant que les résolutions du bureau politique se transforment automatiquement dans les faits par l'activité d'une administration étatique perçue comme une simple courroie de transmission.¹⁹ Il suffirait alors de réunir les discours ou résolutions du bureau politique trahissant les intentions totalitaires et supposer qu'elles furent inscrites dans la réalité sociale par une administration

¹³ Sigrid MEUSCHEL, "Überlegungen zu einer Herrschafts- und Gesellschaftsgeschichte der DDR", *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 19, n°1, 1993. p.5-14.

¹⁴ Stefan MITTER et Armin WOLLE, *Untergang auf Raten. Unbekannte Kapitel der DDR-Geschichte*, Munich, Bertelsmann, 1993.

¹⁵ BESSEL et JESSEN, *op.cit.*.

¹⁶ Jochen STAADT, "Eingaben: Die institutionalisierte Meckerkultur in der DDR," *Arbeitspapiere des Forschungsverbandes SED-Staat*, n°24, F.U. Berlin, 1996.

¹⁷ Horst MÖLLER, "Der SED Staat- die zweite Diktatur in Deutschland", p. 5-12, dans Rainer EPPELMANN, Horst MÖLLER, Günther NOOKE, Dorothee WILMS, éd., *Lexikon des DDR-Sozialismus*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 1996. p. 7

¹⁸ Zbigniew BRZEZINSKI et Carl FRIEDRICH, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Cambridge, Harvard University Press, 1956.

¹⁹ Hermann Weber va aussi loin que d'évacuer complètement l'État dans son manuel d'histoire de la RDA: *DDR: Grundriße der Geschichte 1945-1990*, Hannovre, Fackelträger, 1991.

politisée. Dans cette optique, peu de place est laissée au travail de mise en forme des problèmes sociaux en amont de la décision politique. L'administration étatique, lorsqu'elle est évoquée dans ces travaux, semble échapper à tout ce que la sociologie des organisations a démontré depuis quarante ans. Or, c'est l'interprétation de cette "parole prophétique" qui pose le plus de problèmes.²⁰ Par exemple, une phrase de Walter Ulbricht, premier secrétaire du SED prononcée devant une assemblée de hauts fonctionnaires en 1951 semble à l'évidence limpide: "Nous devons nous intéresser au plus haut point à connaître les soucis de notre population, ce qui la motive et l'émeut afin de l'aider le plus rapidement possible en rectifiant nos erreurs et en éliminant nos faiblesses."²¹ Doit-on y voir une ambition totalitaire formulée sur un ton paternaliste (connaître pour dominer?), se traduisant dans la croissance tentaculaire de la Stasi? Peut-on y déceler un projet d'épuration administrative ("éliminer nos faiblesses") en prétextant l'éloignement entre l'État et les masses ou plutôt le constat du manque d'efficacité de l'État? Pourquoi ne pas y voir une expression parfaitement légitime de la part d'un gouvernant exhortant l'administration à être plus à l'écoute de la population?

Qu'en est-il du rapport aux sources de l'histoire sociale et de l'*Alltagsgeschichte*? L'absence de sources produites par des institutions jouissant d'une autonomie par rapport à l'État et le SED a secoué un courant de recherche fonctionnant sur l'hypothèse de l'autonomie du social ou des sous-ensembles sociaux.²² Habités à travailler sur les publications et archives des groupes d'intérêt, syndicats et administrations sectorielles pour construire leurs objets, ce courant de recherche a subi une érosion de ses certitudes et points de repères. Certains vont jusqu'à se demander si une histoire sociale de la RDA est possible.²³

L'histoire sociale a privilégié les archives produites par les administrations locales ou les entreprises pour étudier le groupe social en question.²⁴ Plusieurs présupposés structurent la relation entre l'objet et les sources: les archives produites par les agents directement en contact avec une "clientèle" refléteront plus fidèlement les relations sociales que les rapports plus agrégés destinés aux "décideurs", les déclarations de l'élite dirigeante ou les archives de la Stasi. Le deuxième présupposé, ou plutôt objectif implicite, est de chercher les limites de l'emprise dictatoriale dans le champ social. Le politique est appréhendé comme un facteur exogène qui agirait sur un groupe social préexistant en le modelant et en tentant avec plus ou moins de succès de briser son autonomie et sa résistance.²⁵ Autrement dit, l'histoire politique

²⁰ Pour une critique d'une lecture intentionnaliste et linéaire de l'histoire, Brigitte GAÏTI, *De Gaulle Prophète de la cinquième République*, Paris, Presses de la FNSP, 1998.

²¹ Walter ULBRICHT, *Konferenz von Staatsfunktionäre am 24/25. Februar 1951*, Forst Zinna, 1951. p. 45.

²² Ralph JESSEN, *art.cit.*, p. 96.

²³ *Ibid*, p. 96-97.

²⁴ Voir par exemple: Rüdiger SOLDT, "Zum Beispiel Schwarze Pumpe: Arbeiterbrigaden in der DDR", *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 24, n°1, 1998. p. 88-109.; Peter HÜBNER, "Industrielle Manager in der SBZ/DDR", *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 24, n°1, 1998. p. 55-80.; Michael VESTER, Michael HOFMANN, Irene ZIERKE, dirs., *Soziale Milieus in Ostdeutschland*, Cologne, Bund Verlag, 1995.

²⁵ Cette problématique a été largement traitée par l'historiographie du nazisme d'où sont issus un bon nombre de chercheurs qui travaillent actuellement sur la RDA. Or, l'autre versant de cette problématique, c'est-à-dire

est en fin de compte laissée aux spécialistes de l'histoire des institutions (État et Parti) évoluant dans les limites d'une lecture totalitaire.²⁶

Toutefois, l'histoire sociale est obligée d'utiliser les sources produites par ces mêmes institutions "exogènes" pour reconstruire "les modes d'appréhension de la réalité et les comportements sans adopter le point de vue des élites".²⁷ Une des conséquences plus que problématique de cette méfiance à l'égard de la "fiction" des archives et des statistiques officielles est le découpage des groupes sociaux. La majorité des travaux sur des groupes sociaux a en effet adopté soit une définition du groupe selon le statut défini par le contrat collectif ou le diplôme,²⁸ soit un recodage *ex post*.²⁹ Ce découpage qui vise à remédier aux carences d'une catégorisation sociale trop grossière, fait abstraction des systèmes classificatoires utilisés par l'État. Or, ce sont précisément les contours flous de "l'intelligentsia", de la "classe ouvrière" et des "activistes" et la superposition de plusieurs systèmes classificatoires qui permet au chercheur de tenter de retrouver les controverses, luttes et marges de manœuvre tant recherché. On y reviendra.

La routine et la crise

Au delà des divergences entre l'histoire politique et l'histoire sociale, on retrouve une convergence sur les conjonctures politiques considérées comme révélatrices ou symptomatiques. Les archives produites au moment de crises multisectorielles laissent penser à la fois à un pouvoir illégitime maintenu artificiellement au pouvoir par l'Armée soviétique,³⁰ et des logiques et résistances sociales pour l'histoire sociale. Pour reprendre la terminologie de J. Scott, les tenants de la thèse totalitaire continuent essentiellement à creuser le *public transcript*, tandis que le *hidden transcript* reste la chasse gardée de l'histoire sociale et de l'*Alltagsgeschichte*.³¹ Or, derrière cette divergence de cadre interprétatif, le rapport privilégié aux crises rejoint une problématique commune issue en grande partie de l'historiographie du nazisme et des enjeux politiques actuels: Quelle était l'attitude de la population à l'égard de la dictature? Autrement dit, comment définir et évaluer les formes d'opposition, de résistance,

l'identification des groupes sociaux qui ont soutenu le régime ainsi que la recherche des déterminants sociaux des politiques poursuivies n'ont pas trouvé une traduction sur le terrain de la RDA.

²⁶ Voir par exemple : Klaus SCHROEDER, dir., *Geschichte und Transformation des SED-Staats*, Berlin, Akademie Verlag, 1994.

²⁷ LÜDTKE, *art.cit.*, p.11.

²⁸ Deux exemples parmi beaucoup d'autres: Peter HÜBNER, *Konsens, Konflikt und Kompromis*, Berlin, Akademie Verlag, 1994.; Ralph JESSEN, "Dictature communiste et milieu universitaire. Étude d'histoire sociale des professeurs d'université de la RDA, 1945-1961, *Annales HSS*, vol. 53, n°1, 1998. p.91-118.

²⁹ Voir: Heike SOLGA, *Auf dem Weg in eine Klassenlose Gesellschaft?*, Berlin, Akademie Verlag, 1995.; Johannes HUININK, Karl-Ulrich MAYER, dirs., *Kollektiv und Eigensinn: Lebensverläufe in der DDR und danach*, Berlin, Akademie Verlag, 1995.

³⁰ MITTER et WOLLE, *op.cit.*.

³¹ James SCOTT, *Domination and the Arts of Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1990.

d'arrangement, de complicité et de soutien actif dans la population?³² Le problème est bien évidemment de tenter de reconstruire le *hidden transcript*, sachant qu'il se déploie par définition "derrière le dos des détenteurs du pouvoir," et que s'il apparaît dans les archives, "la présence, la motivation et le comportement des dominés apparaît à travers la médiation des schèmes d'interprétation de l'élite dominante".³³

Ce n'est donc pas un hasard si c'est au moment des crises ou de conflits que les administrations "enregistrent" une parole plus brute; le "réel" semble enfin faire irruption dans le monde routinisé du bureaucrate qui devient un témoin, sinon un acteur. L'administré, habituellement "emprisonné" dans des colonnes de chiffres et de pourcentages, rapporté d'une manière générique par des formules figées, semble s'émanciper, prend la parole et de l'épaisseur. La lecture des archives produites au moment de conjonctures critiques "réveillent" le chercheur frustré par l'abstraction des rapports et correspondances routiniers, en lui fournissant une intrigue et des destins individuels qui semblent être immédiatement intelligibles.

Les crises politiques, en tant qu'événements qui plongent les acteurs dans l'incertitude et brouillent les calculs, semblent constituer des moments précieux d'objectivation de logiques restées implicites en temps normal. Pour reprendre d'une manière analogique le modèle des révolutions scientifiques proposés par T. Kuhn, on peut dire que c'est au moment où les échanges routinisés ne vont plus de soi, que ses présupposés implicites seront discutés, remis en cause, et que les protagonistes seront obligés de prendre position de manière explicite.³⁴ Cela ne devrait donc pas étonner que les cartons d'archives avec des intitulés comme "événements extraordinaires dans l'atelier", "analyse de l'opinion après le putsch du 17 juin 1953", "attitude des ouvriers après la construction du mur antifasciste" retiennent toute l'attention.

Ces archives produites aux moments de fluidification de l'espace social sont-elles aussi "parlantes" que l'on veut bien le croire? Elles sont en effet mobilisées pour ce qu'elles disent du *hidden transcript*, le graal des chercheurs voulant restituer la parole aux dominés. Or, loin d'être le reflet d'une "parole authentique" qui se donne à voir de manière brute, ces rapports produits par les agents de "base" sont sollicités par la hiérarchie administrative (ou le SED) de la même manière que les rapports routiniers. Comme ces derniers, les rapports ad-hoc sont structurés par des demandes d'information. Le rédacteur doit répondre à des questions précises, remplir des formulaires qu'on lui envoie et fournir des statistiques et estimations quantitatives et qualitatives (rumeurs, prises de parole...) sur les protagonistes individuels et collectifs, l'opinion des différents groupes et l'attitude des responsables dans

³² Sur l'opinion publique et le nazisme: Detlev PEUKERT, *Volksgenossen und Gemeinschaftsfremde*, Cologne, Bund Verlag, 1983.; Ian KERSHAW, *L'opinion allemande sous le nazisme: Bavière 1933-1945*, Paris, CNRS éditions, 1995.

³³ SCOTT, *op.cit.*, p. 2 et p. 87.

³⁴ Thomas KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983.

l'administration, le parti ou l'entreprise. Le *hidden transcript* devient objet de connaissance non pas parce qu'il s'impose aux auteurs du rapport, mais parce qu'il est exigé, et donc autorisé. Par ailleurs, ces rapports "exceptionnels" ne remplacent pas les rapports routiniers, mais les complètent. Le récit du déroulement d'une grève, d'une manifestation ou d'une rumeur, même avec quantité de citations de la population, reste un discours construit où les paroles "authentiques" doivent être lues comme des ressources argumentaires inscrites dans une relation hiérarchique.

Si le rédacteur du rapport sort de sa "réserve" et donne corps et âme aux administrés réduits habituellement à de simples objets d'intervention bureaucratique, ces derniers ne sont pas pour autant absents des échanges routinisés en "temps normaux". Parler au nom de l'opinion publique constituait une ressource à la disposition des échelons inférieurs de l'administration dans des conflits qui l'opposaient à l'État central. La dépendance financière des collectivités territoriales étant presque totale, une des seules manières de peser sur les mécanismes d'allocation de ressources était d'opposer le projet de l'État à une population "qui n'accepterait pas" ou "ne comprendrait pas". Sans contester la réalité d'une population "mécontente", le centre politique pouvait retourner l'argumentation en stigmatisant l'absence d'initiative et de pédagogie politique des collectivités territoriales.

Plusieurs facteurs se conjuguent pour focaliser le regard du chercheur sur les conjonctures de crise. Alors que les rapports routiniers sont répétitifs et utilisent un langage et des catégories abstraites pour décrire les administrés, les rapports sur des crises dans une administration ou dans une entreprise constituent une véritable intrigue et se lisent souvent comme une pièce de théâtre avec des protagonistes, des dialogues, une montée de la tension et un dénouement, le tout enregistré par l'auteur/metteur en scène.³⁵ Aussi passionnant qu'elle soit, cette mise en scène risque de laisser une impression par trop conflictuelle, au risque d'oublier à la fois les interactions internes à l'administration qui conditionnent la manière de représenter le conflit et ce qui se passe lorsque le rideau tombe et que les acteurs rentrent chez eux.

À force de vouloir déconstruire un système politique qui se donne à voir comme monolithique, l'histoire sociale s'est précipitée sur tout signe de tension, conflit et contradictions. Il existerait ainsi deux mondes parallèles; la réalité sociale au quotidien et celui, "fictif" et auto-référentiel des institutions. Or, à trop insister sur la "fiction" produite par les archives, les petits conflits et frictions récurrents peu spectaculaires et circonscrits (les querelles de mots ou de compétences, des problèmes budgétaires ou les problèmes de gestion des carrières) n'ont guère attiré l'attention des chercheurs.

Le problème qui se pose est finalement la superposition de trois niveaux d'objectivation du social; celui du chercheur, celui du producteur des sources (*public*

³⁵ Il n'est pas du tout certain que le récit d'une grève ou d'une réunion houleuse puisse avoir une fonction similaire à l'observation ethnographique de Clifford Geertz d'un combat de coqs, qui fonctionnerait comme une condensation heuristique des schèmes culturels. *The Interpretation of Cultures*, London, Fontana Press, 1993.

transcript), et celui, toujours fuyant, des groupes sociaux (ou de leurs "mentalités", opinions, conditions de vie...) qui est l'objet des deux premiers (*hidden transcript*).

À titre d'hypothèse, on peut dire que les archives produites au moment de crise politique ont été favorisées parce qu'elles se présentent sous une forme où les trois niveaux d'objectivation se superposent. Les rédacteurs des rapports abandonnent pendant un temps leurs préambules écrits dans une "langue de bois"; le social, habituellement cantonné à des catégories abstraites, des tableaux et des pourcentages, s'anime subitement et se transforme en individus et groupes agissant qui sont nommés et localisés dans l'espace et le temps; les fissures qui apparaissent momentanément dans la façade monolithique de la démocratie centralisée permet aux uns de montrer l'absence de légitimité du régime, et aux autres de montrer la résistance et l'irréductibilité des solidarités sociales.

La réalité d'une fiction et la fiction de la réalité

Le premier obstacle à la "compréhension immédiate" des rapports routiniers qui a retenu l'attention est le langage, qui, on l'a déjà signalé, ne semble guère se distinguer de celui de la "propagande" accessible aux chercheurs depuis des décennies. Que l'on examine les archives de l'État, des communes, des archives d'entreprises ou des organisations de masse, se déploient les mêmes expressions, néologismes, euphémismes et citations rituelles qui suivent de près la ligne politique du Parti. La pénétration du vocabulaire et des formulations du SED dans le langage administratif témoigne d'un effacement tendanciel des frontières entre le champ bureaucratique et politique,³⁶ avec le corollaire- que peu de chercheurs ont relevé- que cette osmose avait également introduit une bureaucratisation du langage politique.³⁷

Selon l'interprétation dominante, ce langage aurait constitué un filtre cognitif, en immunisant le pouvoir contre une réalité peu reluisante.³⁸ L'image du village de Potemkin dans les rapports qui filtraient du bas vers le haut de la hiérarchie administrative, n'est pas loin, d'autant plus que cette lecture fournit une explication commode à l'aveuglement apparente des dirigeants: "Il existait trop peu de moyens d'auto-observation et d'évaluation (...) aucun système d'alarme; bien au contraire, les sonnettes d'alarme furent systématiquement étouffées, ce qui s'est révélé dangereux pour la stabilité du système."³⁹ Étrange retournement de situation en effet; en 1990 on pensait enfin découvrir des évaluations réalistes sur l'état de la société dans les documents internes, et on se retrouve avec les mêmes problèmes d'interprétation confrontés par les "kremlinologues" de jadis.

³⁶ Rainer LEPSIUS, "Die Institutionenordnung als Rahmenbedingung der sozialgeschichte der DDR" p. 17-30 dans Hartmut KAELBLE, Jürgen KOCKA, Hartmut ZWAR, dirs., *Sozialgeschichte der DDR*, Stuttgart, Klett Cotta, 1994.

³⁷ JESSEN, "Diktatorische Herrschaft...", p.62.

³⁸ STAADT, *art.cit.* p.5; S. MARTEN-FINNIS, *Pressesprache zwischen Stalinismus und Demokratie. Parteijournalismus im "Neuen Deutschland" 1946-1993*, Tübingen, 1994, p. 44-48.

³⁹ Martin KOHLI, "Die DDR als Arbeitergesellschaft?", p. 31-61 dans KAELBLE et alii., *op.cit.*.

Un examen plus minutieux et historisé permet pourtant de réinterroger les usages d'un langage "idéologique".⁴⁰ Ainsi, en travaillant sur les rapports "tendances et opinions" qui filtraient des organisations de base vers le sommet du SED, M. Fulbrook a pu montrer que les rapports des années 1950 étaient truffés d'anecdotes et d'analyses fines sur l'opinion de différents groupes sociaux autour d'enjeux politiques et sociaux (salaires, rationnement, politique internationale...)⁴¹ La perte progressive de précision et de contenu des rapports à partir des années 1960, aurait deux causes principales. Premièrement, l'administration et l'économie fonctionnaient mieux, une certaine prospérité s'était installée, et la population avait appris soit à s'accommoder du système soit à ne pas se faire remarquer. Deuxièmement, les institutions ayant à "rendre des comptes" avaient rapidement appris qu'un écart linguistique ou une présentation non-conforme aux attentes des supérieurs pouvait entraîner des réactions allant d'une demande d'information supplémentaire à la visite redoutée d'une "brigade d'investigation" du Parti.⁴²

Ce qui peut apparaître au lecteur contemporain comme des oeillères idéologiques- et donc être analysé en termes de "carences" et de mauvaise adaptation de l'administration à son environnement- devient un mode de production de savoirs très fonctionnel une fois restitué le contexte de production et de diffusion du texte. Ainsi, les longs préambules des rapports étaient en effet truffés de "formulations vides" qui remplissent selon P. Ludz trois fonctions: elles sont infalsifiables, suffisamment élastiques pour former une grille de lecture plausible à une grande variété de situations, et peuvent être utilisées comme support pour une variété d'opérations cognitives (anticipation, justification, décision ou résolution d'une controverse).⁴³ L'utilité des préambules idéologiques se comprend mieux lorsqu'on suit le cheminement des documents. L'auteur du document devait toujours réconcilier les intérêts divergents et les cadres cognitifs de ses différents lectorats. De même, en comparant les manières de lire le texte (à travers les annotations dans les marges, les mots soulignés, les demandes de précisions...) on peut décomposer le rapport standardisé de cinq parties⁴⁴ en un texte à double entrée: alors que les lecteurs de l'appareil du SED s'intéressent au plus haut point au préambule et aux "mesures concrètes", le lectorat étatique s'intéresse presque exclusivement aux "parties techniques" où les chiffres, pourcentages et exemples d'application et de non-application des règlements sont exposés.

⁴⁰ Est-il nécessaire de rappeler que les mêmes mots prononcés par des locuteurs différents devant des publics différents et à des moments différents n'ont pas forcément le même sens ou la même fonction.

⁴¹ FULBROOK, *op.cit.*.

⁴² FULBROOK, *art.cit.*, p. 279; JESSEN, "Diktatorische Herrschaft...", p. 72.

⁴³ Peter LUDZ, *Mechanismen der Herrschaftssicherung*, Munich, Carl Hanser Verlag, 1980. p. 16. À beaucoup d'égards cette définition se rapproche du concept de référentiel avec sa dimension cognitive, normative et instrumentale. Voir Bruno JOBERT et Pierre MULLER, *L'État en action*, Paris, PUF, 1987.

⁴⁴ 1) préambule "idéologique" avec lois et résolutions du SED; 2) pertinence de ce cadre général pour le travail de l'institution qui rédige le rapport; 3) discussion du plan, tableaux chiffrés, discussion du travail accompli; 4) domaines où le travail a été insuffisant 5) Mesures pour améliorer le travail.

Savoir manier le jargon et le langage "officiel" était non seulement utile pour afficher la compétence politique requise par les lecteurs du SED, mais la virtuosité dans l'art d'assembler les "mots d'ordre" et les citations participait à ce qu'on peut appeler une tactique d'évitement pour ne pas attirer l'attention des supérieurs.⁴⁵ Ainsi, les longues préambules "idéologiques" peuvent être lus comme des gages suscitant l'adhésion du lecteur, tout en restant assez élastique pour anticiper des critiques éventuelles.⁴⁶

La pénétration du langage "idéologique" dans les rapports étatiques était progressive. Comme le remarque T. Lindenberger, à propos de la police populaire pendant les années 1950: "Bien loin de correspondre à un régime linguistique homogène, posé une fois pour toutes par décision du Parti, des positions et des champs pragmatiques divers admettaient, au sein de l'appareil policier, un spectre différencié et hétérogène d'énoncés."⁴⁷ La capacité à manier ce langage était appris soit d'une manière formelle dans les formations dispensées par les écoles du Parti qui détenaient le monopole sur l'apprentissage des savoir-faire bureaucratiques, soit d'une manière pratique par les réactions des lecteurs divers était devenu un critère essentiel de la définition de l'excellence du métier.

Une réalité sociale introuvable ?

En arrière plan des discussions sur l'usage des archives de la RDA se trouve une opposition entre l'"idéologie" et la "réalité". Elle reflète un jugement sur le document en soi, jugé "déformé", "idéologique", "ritualisé" ou au contraire, "authentique", "réaliste". Cette classification spontanée s'accomplit en fonction du langage, de la forme du texte et de son auteur. Un document manuscrit, anecdotique et rédigé par un auteur "dominé" serait ainsi doté d'attributs d'authenticité, alors que le texte dactylographié, routinisé, synthétique, et rédigé par un auteur au centre du dispositif politique et étatique serait l'archétype du texte administratif à forte teneur "idéologique".⁴⁸

Cette opposition tenace ne laisse aucune place aux concepts intermédiaires tels que la "représentation", le "référentiel" ou le "cadre" qui ont été forgés pour dépasser le clivage entre l'objectivisme et le subjectivisme. Or, au lieu de faire appel à ces concepts, les historiens allemands se sont intéressés aux travaux des linguistes pour trouver de nouvelles clefs de

⁴⁵ Nous utilisons le terme d'évitement dans un sens proche de celui formulé par Michel CROZIER dans *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1963.

⁴⁶ LUDZ, *op.cit.*, p. 16

⁴⁷ Thomas LINDENBERGER, "La police populaire de la RDA de 1952 à 1958. Une micro-étude sur la gouvernementalité de l'État socialiste", *Annales HSS*, Vol. 53, n°1, 1998. p. 120.

⁴⁸ L'authenticité des sources est particulièrement revendiquée par des chercheurs travaillant dans une perspective de l'histoire culturelle. Elle permet de retourner les critiques traditionnelles émises à son égard quant à la faible légitimité ou "représentativité" des sources. Voir en particulier: Ina MERKEL, "'...in Hoyerswerda leben jedenfalls keine so kleinen viereckigen Menschen.' Briefe an das Fernsehen der DDR", p. 279-310, dans LÜDTKE et BECKER, *op.cit.*; Felix MÜHLBERG, "Die Eingabe, der Bürger und sein Staat," Papier de travail présenté au colloque "Herrschaft und Eigensinn in der Diktatur: Forschungen zur Gesellschaftsgeschichte der DDR", Potsdam, 7.-8 Novembre 1997.

lecture.⁴⁹ Ces emprunts ont eu paradoxalement tendance à durcir encore l'écart le discursif et le fait social.

Les travaux sur la culture de communication de la société est-allemande se structurent en effet autour d'une série d'oppositions qui se superposent. D'un côté on trouve le "parler officiel" composé d'un discours ritualisé, sclérosé, et vidé d'un sens précis, se déployant dans un espace public dont les frontières ne cessèrent de s'étendre. De l'autre côté, on trouve le "parler ordinaire", plutôt oral, se confinant à un espace très restreint et familier de la sphère privée ou à ce qu'on a appelé les "niches".⁵⁰

Tout en s'appuyant sur cette hypothèse des deux registres linguistiques, A. Lüdtke propose de les décloisonner en postulant que le "parler ordinaire" ne se déployait pas seulement dans l'espace privé, mais traversait toute institution sociale, y compris le SED.⁵¹ Les réseaux informels, fonctionnant sur le registre du "parler ordinaire" auraient introduit une marge de flexibilité dans le fonctionnement rigide des organisations.⁵² Que les productions écrites d'une organisation (organigrammes, notes de service, circulaires...) n'épuisent nullement toute l'épaisseur des rapports sociaux, ou que les interactions écrites et orales ne suivent pas les mêmes règles relève du truisme. Mais avec la disparition des institutions ayant produit les archives, une observation participante destinée à objectiver ces relations informelles est par définition exclue. Reste que les entretiens et les documents d'archive ne permettent de restituer qu'une partie infime des complicités, des rivalités et des échanges informels si importants à la compréhension du fonctionnement de l'État au quotidien.

Les discussions sur l'usage des documents routinisés se sont focalisées sur l'incapacité supposée de l'État de nommer et d'interpréter les relations sociales du fait de l'étroitesse d'un vocabulaire et d'un outillage cognitif inadapté à la complexité sociale. S'agit-il en effet d'une "société opaque à elle même",⁵³ ou "l'opacité" est-elle aussi le résultat du décalage entre l'outillage cognitif des chercheurs et les catégories spécifiques au socialisme d'État?

⁴⁹ Les travaux sur les différences de langage entre les anciens et nouveaux *Länder* ne se comptent plus. Parmi les plus cités par les historiens: Hans-Dieter SCHLOSSER, *Die deutsche Sprache in der DDR zwischen Stalinismus und Demokratie*, Cologne, 1990.; Ulla FIX, "Rituelle Kommunikation im öffentlichen Sprachgebrauch der DDR und ihre Begleitumstände" p. 3-99, dans G. LERCHNER, dir., *Sprachgebrauch im Wandel. Anmerkungen zur Kommunikationskultur in der DDR vor und nach der Wende*, Francfort/Main, 1992.

⁵⁰ FIX, *art.cit.* Ces travaux pâtissent, comme beaucoup de recherches en linguistique, de la supposition que la compétence linguistique est également distribuée, que tous sont capables d'opérer avec autant de facilité le changement de registres linguistiques, et que le "parler ordinaire" et le "parler officiel" est le même pour tous.

⁵¹ LÜDTKE, "Sprache und Herrschaft...", *art.cit.*, p.16-20.

⁵² Un ensemble de recherches sur les élites souligne que les conditions de formation de réseaux étaient particulièrement favorables en RDA à cause de la sélection précoce des cadres, les formations politiques et professionnelles fonctionnant comme espaces de rencontre et la faible mobilité géographique. Cf: Detlef POLLACK, "Die konstitutive Widersprüchlichkeit der DDR.", *Geschichte und Gesellschaft*, vol. 24, n°1, 1998. p. 123; Sighard NECKEL, "Das lokale Staatsorgan. Kommunale Herrschaft im Staatssozialismus der DDR, *Zeitschrift für Soziologie*, n°4, 1992. p. 162-165.

⁵³ Claus OFFE, *Der Tunnel am Ende des Lichts*, Francfort/Main, Campus Verlag, 1994. p. 12-13.

Postuler que les productions routinisées des administrations de l'État ou du Parti étaient "éloignés de la réalité" ne dispense pas le chercheur de leur étude.⁵⁴ Au contraire, même en prenant ce parti-pris qui rappelle les travaux de M. Crozier au début des années 1960 sur une culture d'administration française centralisée et incapable de s'ajuster aux mutations sociales,⁵⁵ il faut dans un premier temps chercher les conditions institutionnelles et sociales qui rendent possible cette fermeture de l'institution sur elle-même. Cependant, la stabilité apparente du régime semble incompatible avec une incapacité à reconnaître, mettre en forme, et répondre aux problèmes sociaux. Si, au contraire, on postule que l'objectivation des groupes et des problèmes sociaux perçue et stocké par les bureaucraties spécialisées dans leurs échanges écrits ne sont pas le pur produit des logiques internes de leur production, on peut se demander par quel mécanisme la "demande sociale" est reconnue, problématisée et transformée en une politique publique. Dans les deux cas de figure, le chercheur ne peut nullement se dispenser d'une analyse des productions administratives routinières.

L'étude des flux

La majorité des documents sont d'abord des textes fortement codifiés, circulant à l'intérieur des administrations, destinés à contrôler et à rendre prévisible le comportement de ses agents (normes, règles, circulaires, formulaires...) ou à rendre compte de leurs activités (rapports, graphiques, courbes, statistiques...). Les archives étatiques nous renseignent donc avec le plus de précision sur ce que devrait faire et devrait être chaque agent, et dans une moindre mesure sur ce qu'il faisait effectivement. Le repérage des flux entre diverses institutions permettra d'établir la répartition de tâches, les légitimités revendiquées et le degré de spécialisation.

Les travaux de T. Lindenberger sur la police populaire des années 1950 illustre cette méthode en étudiant les flux d'information entre les administrations policières et le SED d'une part, et entre le ministère et les agents de base d'autre part.⁵⁶ L'auteur montre comment l'initiative des réformes de la police reposait uniquement sur le Ministère de l'Intérieur; les textes préparatifs à la loi sont un catalogue de mesures ou en lit l'emprunt des différents services au sein du Ministère. Ce texte a été entériné par le bureau politique presque sans modification. Par la rétention sélective d'informations et une compétence spécialisée revendiquée et reconnue par le bureau politique, les dirigeants du ministère restèrent les

⁵⁴ Il existe en effet une contradiction de taille dans la représentation dominante de la RDA qui était un régime "aveugle" et "coupé de la réalité" et pourtant capable d'une domination totale de la société. Le lien entre le savoir et le pouvoir est en effet distendu, mieux, le pouvoir sans le savoir, s'il est possible, semble intolérable et relever de l'arbitraire contenu dans la définition commune de la terreur.

⁵⁵ CROZIER, *op.cit.*

⁵⁶ Thomas LINDENBERGER, "Der ABV im Text. Zur internen und öffentlichen Rede über die DVP der 1950er Jahre", p. 137-166, dans LÜDTKE, BECKER, *op.cit.*; LINDENBERGER, *art.cit.*.

initiateurs de leur politique.⁵⁷ Lindenberger examine par la suite la production par le ministère d'un catalogue impressionnant de normes fixant les conditions matérielles de l'exercice du travail, la définition des tâches, et les dispositions nécessaires à l'exercice des fonctions dans la police populaire. Ce déluge de règlements constitué de mesures très précises (sur les rapports administratifs, l'usage de l'arme de service) et de prescriptions d'ordre général (l'étude de la presse générale et spécialisée ainsi que les classiques du marxisme-léninisme, maintenir un contact constant et approfondi avec l'ensemble de la population...) forçait l'agent à établir des priorités dans l'organisation de son travail. Puisant dans les rapports des agents à la base, les services du Ministère choisirent les "bons" et les "mauvaises" exemples dans les rapports en évaluant le langage employé et le travail pragmatique et quotidien. Ces cas "exemplaires" étaient par la suite rediffusés vers la base par le biais des revues spécialisées et de circulaires, créant un puissant outil normatif. On peut repérer un processus similaire à l'œuvre dans un autre domaine des politiques publiques : les procédures d'attribution de logements.

Ainsi, entre 1945 et 1955, date du premier décret global sur la politique d'attribution des logements, cette pratique administrative a été en grande partie laissée aux soins de chaque commune. Le Ministère du Travail, chargé du contrôle de ce secteur publia au cours des années 1950 une série d'articles sur des exemples positifs et négatifs dans sa revue, *Arbeit und Sozialfürsorge*. Une partie des articles détaillaient les méthodes ayant fait leurs preuves dans certaines villes: constitution de fichiers, systèmes de points pour classer l'urgence de la demande, contact et coordination avec des commissions du logement et les méthodes pour identifier les ménages disposant d'un trop grand logement. D'autres articles définissent les groupes sociaux à favoriser: alors qu'en 1950 la priorité est aux réfugiés, les ouvriers qualifiés, et aux malades de tuberculose, un article de 1953 ne mentionne plus que l'intelligentsia, les techniciens et les besoins des entreprises vitales à la reconstruction de l'économie. Un troisième type d'article stigmatise les "mauvais élèves". Ainsi, un défaut d'organisation et d'éducation politique a conduit la ville de Weißenfels en 1952 à une distribution de l'habitat largement en défaveur de la "classe ouvrière" (92% de la population et 45% des m²) et en faveur des "indépendants et patrons" (3% de la population et 30% des m²).⁵⁸

La lecture de ces articles ainsi que les circulaires, directives et formulaires du début des années 1950 montre un flottement et une concurrence pour la définition des objectifs et des procédures de la politique du logement. Faut-il privilégier l'intelligentsia nouvelle et ancienne, indispensable au programme d'industrialisation, à l'enseignement et au système de santé, ou les réfugiés et les ouvriers? L'attribution prioritaire d'un logement doit-elle

⁵⁷ La réduction de ce décalage de compétence entre le SED et les administrations de l'État ou des entreprises fut une préoccupation constante du SED. Les formations en économie et en techniques de gestion étaient dispensées en priorité aux fonctionnaires d'origine ouvrière. Par la suite, le Parti intégra les membres de la "nouvelle intelligentsia" dans son appareil et favorisa la circulation des fonctionnaires entre le Parti et l'État.

⁵⁸ "Schlechte Wohnraumlage in Weißenfels", *Arbeit und Sozialfürsorge*, vol. 7, n°15, 1952. p. 362

s'effectuer selon un critère de loyauté politique, la "valeur" économique ou des normes égalitaires? Par quelles méthodes doit-on atteindre ces objectifs, car en attribuant un logement, on attribue un rang, une place et une valeur à l'individu reconnu et garanti par l'institution étatique? L'attribution, doit-elle être une procédure publique établie par une commission de quartier ou une mesure administrative établi en huis clos dans l'administration?

Ces débats de fond accompagnent des innovations constantes des techniques mises en œuvre pour rationaliser les flux d'information afin d'introduire une meilleure prévisibilité des opérations. Ils mettent en scène un ensemble d'institutions encore peu stabilisées, tant au niveau local (commissions paritaires, administrations, entreprises) qu'au niveau régional et national. L'emprise croissante du centre politique est incontestable à partir du début des années 1950; les procédures et normes unitaires sont imposées à l'ensemble du territoire national et les efforts substantiels de formation du personnel sont entrepris. Le travail administratif est progressivement assimilé aux normes de gestion des entreprises, la planification et sa logique chiffrée est étendue à l'ensemble des activités administratives. Dans le discours que l'administration tient sur elle-même, les opérations au cas par cas doivent céder la place aux "méthodes scientifiques de gestion".

La mise en forme de la société

L'imposition de normes bureaucratiques unitaires ne signifie nullement que le "cas individuel" a cessé d'exister. Le travail de l'agent étatique de base consiste justement à réconcilier la diversité des situations individuelles et les impondérables des règles de fonctionnement. Si la centralisation signifie une stabilisation de l'organigramme, du personnel et des procédures techniques d'attribution (établissement d'une liste nominative à partir d'un système unique de points), les catégories des ayant-droits avaient plutôt tendance à se multiplier. Au niveau de l'État central, les différents Ministères se sont rendus compte que la "crise" du logement constituait un goulot d'étranglement qui pouvait mettre en danger la mobilité de la main d'œuvre nécessaire à remplir leurs objectifs. Se sont ainsi multipliées les cas d'exception pour les catégories diverses. Les ministères des différentes branches industrielles poussèrent à ce qu'une part croissante du contrôle du parc du logement passe entre les mains des entreprises prioritaires. Ainsi, en dehors de la création des logements coopératifs ouvriers (AWG) en 1954 plus ou moins contrôlés par les entreprises, le ministère de la santé, soucieux du départ vers la RFA d'un nombre important de médecins impulsa un "communiqué du bureau politique" en 1960 donnant la priorité absolue aux médecins. Des mesures similaires se sont multipliées pour les enseignants, professeurs du supérieur, officiers de l'armée, sportifs, sans oublier les responsables de l'État, du Parti et de la Stasi. Dans le contexte de la multiplication des exceptions, il devint impossible de créer une échelle unique permettant la mise en équivalence de l'individu et du logement.

Paradoxalement, cette multiplication des catégories d'ayant-droits prioritaires accompagna un mouvement simultané de réduction du nombre de catégories sociales dans la statistique officielle.⁵⁹ La satisfaction de des exigences d'information ou d'objectifs des supérieurs hiérarchiques s'accommode parfois difficilement du travail de classification et d'assignation identitaire opéré quotidiennement par les employés de base.⁶⁰ S'ensuivent un ensemble de pratiques destinées à "faire entrer" la complexité des situations sociales dans les nomenclatures imposées, soit en négociant l'identité sociale du destinataire des biens distribués par l'État, soit en les traitant "hors bilan". Se rejoignent alors les intérêts du fonctionnaire local qui devait réserver un quota de 60% des logements à la "classe ouvrière" et les stratégies de présentation de soi qui ont permis à l'ouvrier travaillant à la chaîne de production comme au haut fonctionnaire ayant une formation initiale d'ouvrier spécialisé de faire partie de la "classe ouvrière".⁶¹ Ces arrangements variaient avec les configurations présentes dans chaque institution, d'après H. Steiner qui signale l'existence de plus de vingt manières de définir "l'origine sociale" au milieu des années 1960.⁶²

Centralisme ne rime pas forcément avec la mise en place d'une classification sociale unique. Loin s'en faut! Alors que le nivellement social, impulsé par un Parti-État omnipotent, reste fermement ancré dans la représentation dominante du socialisme d'État, l'exemple de l'attribution de logements montre à l'inverse l'éclatement des systèmes de classification sociale et la compétition des différents centres de pouvoir pour s'accaparer ce bien. Ce foisonnement des années 1960 était suivi au début des années 1970 d'un retour du balancier, où l'État tenta de revenir à un système de classification unique et égalitaire basé uniquement sur des critères "sociaux".⁶³

Conclusion

"État totalitaire", "autoritarisme consultatif", "société de niches", "néo-patrimonialisme", "société neutralisée"... Les étiquettes utilisées pour caractériser l'État et la société de la RDA se sont multipliées. L'ouverture de l'espace d'interprétations concurrentes n'est pas simplement le produit de sources qui rendent difficile l'usage des procédés routiniers de validation scientifique. Les problèmes de langage, l'interprétation des rapports routinisés et le rapport entre les représentations et la réalité que posent les archives de la RDA interpellent

⁵⁹ Le découpage de la société adopté en RDA fut celui des "deux classes et demi," formulé par Staline au moment de l'industrialisation forcée de l'Union Soviétique: la classe ouvrière, la paysannerie organisée en kolkhozes et l'intelligentsia. Sheila FITZPATRICK, "L'usage Bolchevique de la 'classe': Marxisme et construction de l'identité individuelle", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°85, 1990. p. 76

⁶⁰ Michael LIPSKY, "Les agents de base", p. 195-220, dans Isaac JOSEPH, Gilles JEANNOT, dir., *Métiers du public. les compétences de l'agent et l'espace de l'usager*, Paris, CNRS éditions, 1996.

⁶¹ Heike SOLGA, *Auf dem Weg in eine Klassenlose Gesellschaft?*, Berlin, Akademie Verlag, 1995. p. 110-111

⁶² Helmut STEINER, "Aufbruch, Defizite und Leistungen der DDR Soziologie: die 60er Jahre", p. 223-262 dans Hans BERTRAM, dir., *Soziologie und Soziologen im Übergang*, Opladen, Leske und Budrich, 1997. p. 246.

⁶³ L'émergence de la politique sociale comme catégorie d'intervention à la fin des années 1960 constitue un retournement fondamental de doctrine et de pratique.

tout un chacun qui aborde un objet historique. Si la politisation de la bureaucratie était revendiquée et encouragée, il faut cependant se garder de réduire l'univers administratif à sa capacité à écrire des textes idéologiquement conformes. Inversement, dans les contextes historiques où l'objectivité et la neutralité sont les principes légitimant l'administration, il ne suffit pas de "cueillir" sa production d'informations sur la société sans se poser la question des représentations, lieux communs, et si l'on veut, l'idéologie qui cadre et oriente les perceptions.

Les archives de la RDA sont-elles aussi uniques qu'on veut le croire? N'est-on pas inconsciemment en train de projeter une grille de lecture issue du totalitarisme qui suppose qu'un État "pas comme les autres" n'a pas pu produire des archives "comme les autres", et ne peut donc être étudié "comme les autres"? La mise entre parenthèses de la prescription trentenaire a produit un décalage temporel qui n'a pas été relevé par les historiens qui utilisent les archives de la RDA. Comme la plupart des historiens travaillant sur la RDA étaient auparavant spécialistes du XIXe siècle ou de la première moitié du XXe (et en particulier la période 1933-45), on peut faire l'hypothèse que le pessimisme quant aux sources est moins le fruit d'une spécificité idéologique du régime étudié, que le résultat de l'évolution des technologies utilisées par la bureaucratie. Autrement dit, peut-on comparer, même implicitement, les archives produites par une administration où l'usage du téléphone, du télégramme, de moyens rapides de reproduction de documents, de techniques informatisées de traitement et de stockage de données, et les archives de la première moitié du siècle, voire avant, sur lesquels les historiens ont façonné leur méthodes de travail, notamment la critique et interprétation des sources? On se trouve ainsi dans un univers où la quantité de documents augmente considérablement du fait de la diminution des coûts de production et de diffusion et où les moyens de communication ne laissant pas de traces dans les archives deviennent paradoxalement de plus en plus importants.